

Mardi (matin) 24 novembre 2015

Direction de l'instruction publique

53 2015.RRGR.300 Motion 082-2015 Schnegg (Champozy, UDC)
Soutenir efficacement la formation duale (apprentissage) et plus particulièrement dans les
branches techniques

N° de l'intervention: 082-2015
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 16.03.2015
Déposée par: Schnegg (Champoz, UDC) (porte-parole)
Graber (La Neuveville, UDC)
Cosignataires: 0
Urgence: refusée le 19.03.2015
N° d'ACE: 1056/2015 du 2 septembre 2015
Direction: INS

Soutenir efficacement la formation duale (apprentissage) et plus particulièrement dans les branches techniques

Le Conseil-exécutif est chargé de prendre les mesures, y compris auprès des autorités compétentes, permettant de

1. prendre en charge une partie des coûts de formation des apprentis des branches techniques et ainsi décharger les entreprises formatrices ;
2. définir avec les associations professionnelles la répartition de ces coûts entre les entreprises et le canton et fixer la somme prise en charge par le canton ;
3. garantir la pérennité de la formation duale en soutenant les entreprises formatrices ;
4. mieux répartir l'effort de formation entre l'ensemble des entreprises concernées.

Développement :

La formation duale (apprentissage) a fait ses preuves et est enviée par de nombreux pays. La Suisse sert de modèle à d'autres. Encore tout dernièrement, les médias mentionnaient les échanges à ce sujet avec les USA.

Si dans le secteur primaire et tertiaire, les coûts de formation peuvent dans une partie significative être absorbés par les travaux effectués par les apprenants, il en va d'une manière totalement différente dans le secteur secondaire et plus particulièrement dans les branches techniques.

La formation en entreprise grève lourdement ces sociétés formatrices. Les machines, installations, moyens de production, l'espace et le personnel requis pour proposer des formations de qualité font que les travaux réalisés par les apprenants ne couvrent absolument pas les charges investies par les entreprises dans ce domaine.

De plus, les entreprises de ces secteurs doivent investir beaucoup d'efforts pour recruter de futurs apprenants dans les branches techniques et mettre en avant ces formations dont dépend l'avenir industriel de notre pays.

Il faut également relever que cet effort n'est pas équitablement supporté par l'ensemble des entreprises concernées, certaines ayant renoncé à offrir des places d'apprentissage.

Depuis un certain nombre d'années, les contraintes administratives, prescriptions et autres ont notoirement compliqué la tâche des entreprises formatrices. Si certaines de ces mesures ont permis d'améliorer la qualité de la formation, pour beaucoup d'entre elles, cela n'a pas été le cas. Cette situation fait que le risque de voir de plus en plus de sociétés renoncer à la formation est très élevé. Ces décisions ont pour effet que de plus en plus de jeunes devront se tourner vers des cursus scolaires (écoles de métiers, études académiques, etc.) qui sont elles entièrement financées par les deniers publics.

Il serait donc judicieux que l'Etat puisse soulager rapidement ces entreprises en prenant en charge une partie des coûts de formation, ce qui sera de toute manière une charge nettement inférieure à ce que coûteraient des formations similaires dans un milieu « scolaire » mises à disposition par le canton.

Les entreprises suisses sont aujourd'hui confrontées à d'énormes difficultés dues en partie au franc fort. Pour subsister dans un marché de plus en plus concurrentiel, elles devront analyser toutes leurs charges et prendre des mesures d'économie. Il serait donc parfaitement judicieux que le canton assume une partie des coûts qui seraient de toute façon à sa charge si ces entreprises se voyaient contraintes de cesser leur effort dans ce domaine. De plus, ces mesures doivent pouvoir intervenir rapidement au risque de voir s'éroder une force importante de notre tissu industriel.

Le canton peut-il donner l'évolution du nombre d'apprenants durant les vingt à trente dernières années ainsi que le personnel cantonal (EPT) employé pour cette tâche (par exemple chiffres de 1990, 2000, 2013 ou 2014) ?

Réponse du Conseil-exécutif

L'auteur de la motion demande que l'Etat prenne en charge une partie des coûts de la formation des apprentis et apprenties afin de décharger les entreprises formatrices. Il craint que, sans cela, les entreprises des branches techniques en particulier diminuent le nombre de places de formation en raison du franc fort ainsi que des contraintes et prescriptions administratives.

D'entrée de jeu, il faut souligner que la répartition des coûts dans le domaine de la formation professionnelle initiale est réglée de manière générale dans la législation cantonale sur la formation professionnelle. L'Etat finance non seulement la formation en école professionnelle mais aussi la procédure de qualification de la formation en entreprise et participe au financement des cours interentreprises (CIE).

Prise en charge de coûts supplémentaires par le canton

Les études de S. Wolter et M. Strupler¹ sur le rapport coût/bénéfice de l'apprentissage montrent que les apprentissages techniques d'une durée de quatre ans dans les professions de polymécanicien(ne) et d'électronicien(ne) présentent un bénéfice net négatif respectivement de -31 628 francs et de -37 897 francs sur toute la durée de la formation. Un bénéfice net négatif se dégage également pour les apprentissages d'informaticien(ne) et de mécatronicien(ne) d'automobiles et pour les apprentissages d'une durée de trois ans dans les professions de mécanicien(ne) en maintenance d'automobiles, de cuisinier/ère et d'employé(e) de commerce. Il est toutefois nettement moins élevé (de -3000 à -9300 francs). Les entreprises peuvent compenser ces chiffres négatifs en continuant à employer leurs apprentis et apprenties à l'issue de leur formation. Elles économisent ainsi des frais de recrutement et d'initiation.

Les entreprises qui emploient des polymécaniciens, polymécaniciennes, électroniciens et électroniciennes sont en effet particulièrement touchées par le cours élevé du franc car ce sont souvent des entreprises exportatrices. Dans ce contexte, il serait envisageable d'étudier la possibilité de mettre en place, à titre de mesure d'urgence, une action de promotion unique et provisoire en faveur de ces entreprises dans le but d'assurer les places de formation et de soutenir la formation de main-d'œuvre qualifiée dans l'attente de jours meilleurs.

Il serait concevable de verser une contribution unique de 1000 francs pour les près de 1000 apprentissages de polymécanicien(ne) et d'électronicien(ne), ce qui entraînerait des coûts supplémentaires d'un million de francs pour le canton et permettrait seulement de diminuer de moins de 5 pour cent les bénéfices nets négatifs d'environ 30 000 francs enregistrés dans ces deux professions. Le fait que d'autres professions demandent à bénéficier d'un soutien analogue n'aurait guère d'incidence sur le plan financier au vu des bénéfices nets négatifs nettement plus élevés dans les deux professions susmentionnées.

¹ Strupler, M & Wolter, S. (2012). *La formation duale : un gage de réussite – aussi pour les entreprises. Résultats de la troisième enquête coût/bénéfice de la formation des apprentis pour les entreprises suisses*. Glaris/Coire : Rüegger; p. 84 ss, 102

Une telle dépense supplémentaire d'un million de francs destinée au soutien de la formation professionnelle duale n'est pas inscrite au budget ; un crédit spécial devrait être demandé, et ce sans que l'efficacité d'une telle mesure soit garantie.

Charges administratives liées à la formation

S'agissant de la charge administrative, le Conseil-exécutif partage l'avis du motionnaire selon lequel les contraintes et les prescriptions ont compliqué la tâche des entreprises formatrices ces dernières années. Il souligne cependant que la plupart de ces contraintes sont imposées par le monde du travail lui-même et les organisations du monde du travail et qu'elles sont prises en compte dans la révision des ordonnances sur la formation correspondantes. Afin de contrer l'augmentation des charges qui pèsent sur les entreprises formatrices, le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI) a lancé le projet « Simplification des procédures de qualification et encouragement des examens axés sur les compétences opérationnelles » (<http://www.sbfi.admin.ch/berufsbildung/01587/02470/index.html?lang=fr>). Tout comme les autres cantons, le canton de Berne soutient les efforts visant à simplifier les procédures administratives car les cantons eux-mêmes sont concernés par le sujet. A l'heure actuelle, le canton de Berne peut seulement soutenir et décharger les entreprises formatrices en mettant régulièrement à leur disposition davantage d'outils électroniques les aidant à effectuer leurs tâches.

Evolution du nombre d'apprentis et apprenties et du nombre de postes administratifs

Seule l'évolution du nombre d'apprentis et d'apprenties peut être représentée de manière exhaustive pour la période allant de 1990 à 2014. Il manque en effet des données en ce qui concerne l'évolution du nombre de postes administratifs dans le domaine de la formation en entreprise (conseil, surveillance, procédure de qualification).

Année	Nombre d'apprentis et apprenties	Nombre de postes à plein temps dans le domaine de la formation en entreprise
1990	25 270	---
2000	25 397	---
2010	29 185	27
2014	29 087	28

Il n'est pas possible de savoir combien d'employés et d'employées cantonaux étaient responsables de la formation en entreprise avant 2003 car l'Office de l'enseignement secondaire du 2^e degré et de la formation professionnelle et, partant, l'actuelle Section de la formation en entreprise ne sont des unités administratives indépendantes que depuis cette date. On ne peut donc pas comparer ces deux évolutions.

Conclusions

Le Conseil-exécutif partage l'avis du motionnaire selon lequel les entreprises des branches techniques rencontrent des difficultés sur le plan financier et dans le recrutement des apprentis et apprenties. Trouver les bons apprentis et apprenties est une tâche exigeante, les charges administratives qui pèsent sur les entreprises formatrices sont significatives et il serait judicieux que les efforts fournis pour former les jeunes soient mieux répartis sur l'ensemble des entreprises.

Concernant les mesures à prendre, le Conseil-exécutif rappelle que la répartition des coûts dans le domaine de la formation professionnelle initiale est réglée de manière générale dans la législation cantonale sur la formation professionnelle et estime que ce système a fait ses preuves.

D'un point de vue politique, il ne serait pas opportun d'apporter une aide financière unique à une partie des entreprises formatrices. Fournir un soutien public supplémentaire et efficace à la formation professionnelle nécessiterait des moyens disproportionnés et n'est pas indiqué au vu de la situation financière du canton. La formation professionnelle relève de la politique d'investissement des branches et des entreprises.

Créer un fonds constituerait vraisemblablement une mesure plus efficace et durable pour davantage inciter les entreprises à former des apprentis et apprenties et pour mieux répartir les

charges entre les branches et les entreprises. L'interpellation qui a été déposée entre-temps par une députée du Jura bernois (M 128-2015 Hirschi [Moutier, PSA] Création d'un fonds pour la formation professionnelle) permettra de poursuivre la discussion sur la manière de soutenir efficacement la formation duale ainsi que d'évaluer si la création d'un fonds serait accueillie favorablement par le monde politique.

Pour les raisons qui précèdent, le Conseil-exécutif propose le rejet de la présente motion.

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

Le président. Wir kommen zu Traktandum 53. Ich möchte vor der Debatte noch folgende Vorbemerkungen anbringen: Ziffer 4 der Motion wurde zurückgezogen. Die Ziffern 1 bis 3 wurden in ein Postulat umgewandelt. Die Regierung lehnt den Vorstoss ab. Wir führen eine freie Debatte. Der Motionär hat das Wort.

Pierre-Alain Schnegg, Champoz (UDC). De manière à pouvoir discuter sur le fond de la problématique et se donner les moyens de trouver de bonnes solutions, j'ai pris la décision de retirer le point 4, qui aura l'occasion d'être traité via une motion d'ici quelques mois, et de transformer les trois autres points en postulat. Nous sommes certainement tous d'accord pour vanter les mérites de notre système de formation duale. Bien souvent, nous en faisons même un excellent argument de promotion de notre pays et de ses institutions. Malheureusement, cette voie particulièrement intéressante est aujourd'hui de plus en plus menacée, et tout particulièrement dans le secteur industriel. Ce secteur se bat pour pouvoir rester compétitif dans un environnement particulièrement hostile et doit faire face à une concurrence de plus en plus féroce, disposant bien souvent de conditions-cadres plus favorables. Former des apprentis reste encore pour beaucoup d'entreprises une volonté maintes fois répétée. Toutefois, certaines limites financières sont de plus en plus souvent atteintes et obligent certaines entreprises formatrices à se poser des questions de fond concernant l'avenir à donner à cette fonction. Si dans les secteurs primaire et tertiaire, les coûts découlant de l'effort de formation peuvent encore être supportés et être considérés comme un investissement pour l'avenir, il en est tout autrement dans le secteur secondaire. Pour ces branches, et plus particulièrement l'industrie, les investissements pour pouvoir offrir des formations de qualité sont de plus en plus élevés et génèrent des coûts qui ne peuvent plus, ou ne pourront plus, être assumés par les entreprises.

Que feront alors les jeunes qui ne pourront plus se former au travers de la filière duale? Eh bien, ils se retrouveront, dans le meilleur des cas, dans des écoles qui, elles, sont entièrement financées par des fonds publics. Il n'est dès lors pas difficile à comprendre qu'un tel transfert finira par coûter de plus en plus cher aux contribuables. Ma motion est volontairement très ouverte. La proposition de verser une somme par apprenti n'est pas du tout demandée et ressemble malheureusement à une solution de l'arrosoir bien trop souvent utilisée, et qui conduit à de mauvais résultats. Ce que je demande, c'est qu'une discussion de fond puisse être menée avec les associations professionnelles pour une meilleure répartition des charges. La forme que doit prendre une telle répartition est tout à fait ouverte, et des solutions bien plus innovantes que celles proposées dans la réponse peuvent être envisagées, telle qu'une prise en compte fiscale de l'effort de formation, un soutien à l'investissement en faveur de la formation, ou d'autres qui, si tout le monde le désire, permettront de trouver de bonnes solutions pour le bien de notre système de formation. N'oublions pas également que la formation des futurs professionnels est particulièrement nécessaire si nous voulons continuer d'avoir l'industrie comme branche économique dans notre pays. Voulons-nous vraiment pouvoir compter sur ce secteur dans notre canton? Prenons garde à l'affaiblissement du secteur industriel. Des exemples malheureux sont sous nos yeux, dans certains pays qui nous entourent. Alors, ne faisons pas la même erreur, et donnons un signal de soutien à nos industries en soutenant ce postulat.

Le président. Wie gesagt wurde, wurden die ersten drei Punkte in ein Postulat umgewandelt. Ist das Postulat bestritten? – Ja, dies ist der Fall. Damit haben die Fraktionen das Wort.

Nicola von Greyerz, Berne (PS). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion lehnt diesen Vorstoss auch als Postulat ab. Wir sind der Meinung, dass der Punkt 4, der leider zurückgezogen wurde, am sinnvollsten gewesen wäre. Nun wurde er halt zurückgezogen. Wir haben im Moment nicht zu viele Lehrlinge in dem Bereich, auf den sich der Vorstoss bezieht, sondern eher zu wenige. Wir wissen auch, dass Unternehmen ein grosses Interesse daran haben, Lehrlinge auszubilden. Auch wenn sie unter Umständen während der Ausbildung Mehrausgaben haben, scheint es sich immer noch zu lohnen, Lehrlinge einzustellen. Sonst hätten wir das Problem nicht, dass die Betriebe eher zu wenige Lehrlinge finden. Wir sind auch der Meinung, dass das Giesskannenprinzip, das gemäss diesem Postulat geprüft werden soll, absolut nichts bringt. Wir sind auch etwas erstaunt über den Grossen Rat, der in dieser Session einer Regulierungsbremse zustimmte, während aus derselben Ecke die Forderung kam, die Schweizer Holzwirtschaft zu unterstützen. Nun diskutieren wir über die Forderung, dass die Unternehmen, die sich an der dualen Ausbildung beteiligen, unterstützt werden sollen. Diese Diskrepanz müsste mir einmal jemand erklären. Wir sind der Meinung, dass der Vorstoss von Irma Hirschi, der ja in der Antwort des Regierungsrates erwähnt wurde, der richtige Weg ist. Ich hoffe auch, dass der Rat jetzt nicht wieder unlogisch reagieren wird, und nur weil im Titel «Fonds» steht, gleich Zuckungen bekommt und über den erwähnten Vorstoss nicht einmal nachdenken will. Ein Berufsbildungsfonds ist ein Instrument, welches mithelfen könnte, genau diese Probleme, die im vorliegenden Vorstoss erwähnt wurden, zu lösen.

Vreni Kipfer, Stettlen (PBD). Der duale Bildungsweg ist ein Erfolgsmodell. Ich zweifle nicht daran, dass der Bildungsweg der Lehre uns allen wichtig ist. Dies gilt auch für uns von der BDP. Die Bildung ist uns wichtig, die jungen Leute sollen die Möglichkeit haben, zwischen einer Lehre und einer weiterführenden Schule auszuwählen. Für manchen Jugendlichen ist eine Lehre und vielleicht später der Besuch einer weiterführenden Schule die grosse Chance. In der Lehre geschieht auch sehr viel wichtige Integrationsarbeit. Wir sind allen Betrieben, die Lehrstellen anbieten, und allen Lehrmeistern dankbar für ihre Arbeit. Doch es ist fraglich, ob der vorliegende Vorstoss richtig ist, um die duale Bildung zu unterstützen. Der Regierungsrat hält in seiner Antwort fest, dass der Kostenteiler in der beruflichen Grundbildung in der kantonalen Berufsbildungsgesetzgebung geregelt ist. Daneben sind die Berufsorganisationen gefordert. Hier wird auch viel getan, zum Beispiel in der Landwirtschaft. Über den Bauernverband bezahlen alle Betriebe einen bestimmten Betrag an die Lehrlingsausbildung. Auch der Schreinermeisterverband des Oberlands kennt ein solches System. Es gibt sicher weitere Beispiele. Die Lehrlingsausbildung gehört zur Investitionspolitik von Branchen und Betrieben. Ein paar Mitglieder der BDP werden das Postulat annehmen, die Mehrheit lehnt jedoch auch dieses ab.

Nathan Güntensperger, Biel/Bienne (pvl). Die Grünliberalen sind etwas erstaunt über diesen Vorstoss, der verlangt, dass der Staat die Lehrlingsausbildung in technischen Betrieben unterstützen soll. Nach der Ratslinken letzte Woche begründet jetzt also auch die SVP den Ruf nach staatlichem Geld mit der Aufhebung des Euro-Mindestkurses durch die Nationalbank. Ich komme aus Biel, und ich weiss, dass es dort eine grosse Anzahl Unternehmen gibt, die unter der Frankenstärke leiden. Doch es leiden nicht alle gleich stark. Es gibt immer noch viele Unternehmen, die kaum grössere Probleme haben und nach wie vor grössere Gewinne erzielen. Ist es nun richtig, dass der Kanton nach dem Giesskannenprinzip allen Unternehmen aus dieser Branche die Kosten für die Lehrlingsausbildung senkt? Wir sagen nein. Wie der Regierungsrat ausführt, ist die Investition in einen Lehrling eine Investition in die Zukunft des Betriebs und der Branche, genauso wie es eine Investition in die Betriebsmittel, in Forschung oder Modernisierung auch wären. Kommt also als nächstes der Ruf nach staatlichen Investitionshilfen für den Erwerb von Maschinen, oder für Entwicklungsprojekte und Gebäudesanierungen? Da Punkt 4 zurückgezogen wurde, komme ich bereits zum Schluss. Wir empfinden dieses Ansinnen wieder einmal faktisch als Subvention, und wir sind nicht sehr angetan von Subventionen. In diesem Sinne unterstützen wir den Regierungsrat und empfehlen Ihnen den Vorstoss zur Ablehnung.

Annegret Hebeisen-Christen, Münchenbuchsee (UDC). Der Motionär verlangt vom Regierungsrat, die Rahmenbedingungen seien so anzupassen, dass – vereinfacht gesagt – die Unternehmen im Sekundärsektor entlastet werden, und so der Fortbestand der dualen Bildung gewährleistet wird. Diese Entlastungen betreffen unter anderem die Lehrlingsausbildungskosten sowie administrative Auflagen und Vorschriften. Besonders die Unternehmen im sekundären Sektor

sind stark von der Frankenstärke betroffen. Hinzu kommt, dass die Ausbildungskosten in den technischen Branchen um ein Vielfaches höher sind als die Ausbildungskosten im Primär- und Tertiärsektor. Dort werden diese zum grössten Teil durch die geleistete Arbeit der Lernenden gedeckt, wie der Motionär gesagt hat. Wie der Motionär ebenfalls erwähnt hat, wird auch befürchtet, dass immer mehr Betriebe auf die Ausbildung von Lernenden verzichten, weil der Aufwand schlicht zu gross ist. Der Besuch von Lehrwerkstätten oder ein Studium sind die Alternativen. Diese Alternativen wiederum werden grösstenteils vom Staat finanziert.

Zu Punkt 1 der Motion: Eine Subventionierung bestimmter Ausbildungsbetriebe lehnen wir klar ab. Es kann nicht sein, dass die rund 1000 Betriebe, die Polymechaniker oder Elektronikerinnen ausbilden, eine einmalige Zahlung von 1000 Franken erhalten. Solche Massnahmen nach dem Giesskannenprinzip sind nicht zielführend und verursachen hohe Kosten bei geringem Nutzen. Subventionen führen oft zu Fehlanreizen. Die Betriebe sollen ausbilden, weil Nachwuchs benötigt wird, und nicht, weil es kostengünstig ist. Zu Punkt 2 der Motion: Gemäss dem kantonalen Berufsbildungsgesetz finanziert der Staat neben der Ausbildung in den Berufsschulen auch das Qualifikationsverfahren bei der beruflichen Bildung. Der Staat beteiligt sich auch an der Finanzierung von überbetrieblichen Kursen mit höchstens 50 Prozent, und an den Ausbildungskosten für Berufsbildnerinnen und Berufsbildner mit höchstens 30 Prozent. Diese Kostenaufteilung hat sich im Kanton Bern in der Vergangenheit bewährt. Zu erwähnen ist jedoch, dass diese Kostenaufteilung von Kanton zu Kanton verschieden ist. Zu Punkt 3 der Motion: Der Regierungsrat ist sich bewusst, dass sich die Unternehmen im technischen Bereich in einem besonders schwierigen Umfeld bewegen und behaupten müssen. Dies können wir seiner Schlussfolgerung entnehmen. Eine effiziente Entlastung wären nach unserer Meinung zum Beispiel Steuererleichterungen für Lehrbetriebe oder ein Bonus für einen Lehrbetrieb, der Investitionen tätigt, die der Ausbildung zugute kommen. Der Motionär hat dies auch schon erwähnt. Von überall her werden wir um unser duales Bildungssystem beneidet. Tragen wir also alle, der Staat, die Unternehmen und die anderen beteiligten Akteure, Sorge zu diesem wichtigen und einzigartigen Gut «made in Switzerland». Die SVP-Fraktion unterstützt das Postulat in allen Punkten. Ich bitte Sie, dies ebenfalls zu tun.

Pierre Amstutz, Corgémont (Les Verts). La motion demande que le canton aide financièrement les entreprises formatrices dans les branches techniques, de garantir la pérennité de la formation duale et de mieux répartir l'effort de formation dans les entreprises. C'est avec satisfaction que Les Verts constatent que le motionnaire a transformé sa motion en postulat et ils vont dans leur très, très grande majorité appuyer ce postulat. À propos des coûts, le Conseil-exécutif précise que les apprentissages techniques de quatre ans affichent un solde négatif de plus de 30 000 francs sur toute la durée de la formation. Une aide de 1000 francs par apprenti représente toutefois une dépense cantonale supplémentaire de un million de francs, alors que la diminution des charges n'est que de 5 pour cent dans les entreprises. À l'instar du Conseil-exécutif, nous doutons sérieusement de l'efficacité d'une telle mesure. Il faut tout de même rappeler que l'efficacité de notre système dual repose aussi sur le fait que l'apprenti est directement productif à la fin de son apprentissage. L'entreprise n'a donc pas à investir dans la formation d'un nouvel employé si celui-ci continue dans l'entreprise formatrice. Certes, il faut admettre, et ceci se vérifie de plus en plus dans certaines branches de l'industrie, justement là où on doit acheter des machines très coûteuses, on se rend compte que les industries peuvent admettre que les apprentis ne sont plus tellement rentables. À propos des charges administratives, le Conseil-exécutif rappelle que la plupart de ces contraintes, et il faut le souligner, ne sont ni imposées par la Confédération, ni par le canton, il faut donc s'adresser aux bonnes instances. L'acceptation d'un postulat permettra une discussion, justement, à propos de la création d'un fonds. Il y a beaucoup à faire, cela a déjà été dit à cette tribune, et peut-être qu'un fonds bien pensé pourrait apporter quelque chose. Mais profitons de l'occasion de soutenir cette motion sous la forme d'un postulat.

Stefan Oester, Belp (UDF). Als wir diesen Vorstoss lasen, ist uns der erste Punkt, in dem die technischen Berufe angesprochen wurden, schon etwas seltsam erschienen. Es ist klar, dass die duale Ausbildung wichtig ist. Hier haben wir keine Differenz. Wir werden von vielen Ländern um diese Ausbildungsart beneidet. Wir wollen zu einem System, das gut läuft, Sorge tragen. Ich bin froh, dass der Motionär seinen Vorstoss in ein Postulat umgewandelt hat, welches nicht so verbindlich ist und nicht mehr ganz klar festlegt, welche Berufe unterstützt werden sollen. Von den fünf Mitgliedern unserer Fraktion bilden vier Lehrlinge aus. Es handelt sich um Lehrstellen in der

Landwirtschaft, in der Arztpraxis, im Verkauf sowie als Installateure. Ich habe mich gefragt, warum denn nur eine einzige Branche unterstützt werden soll. Jetzt haben wir ein Postulat, welches sagt, man wolle hinschauen, und je nach dem Erleichterungen für die Betriebe einführen, die sich heutzutage noch die Mühe nehmen, Lehrlinge auszubilden. Dies ist nicht mehr selbstverständlich, die Konkurrenz macht es zum Teil nicht und hat diesen Aufwand dann nicht. Man bildet Lehrlinge aus, und wenn sie ausgebildet sind, gehen sie zur Konkurrenz, um dort Geld zu verdienen. Für den Betrieb stellt sich dann schon die Frage, ob man für die Mitbewerber junge Leute ausbilden will. Ich fasse zusammen: Die EDU wird das Postulat unterstützen, doch eine Motion hätten wir abgelehnt.

Peter Sommer, Wynigen (PLR). Wir verstehen das Anliegen des Motionärs. Trotzdem lehnen wir diesen Vorstoss auch als Postulat ab, vor allem, weil er, wie schon mehrfach genannt wurde, einseitig ist. Er verlangt nur Verbesserungen für technische Betriebe. Der Kanton soll rund eine Million Franken an ein einziges Berufssegment ausschütten. Wir sind der Meinung, dass die 1000 Franken nicht entscheidend dafür sind, ob ein Betrieb Lernende ausbildet oder nicht. Wir geben auch zu bedenken, dass das Gewerbe gemeinsam mit den Berufsverbänden grosse Anstrengungen in der Berufsbildung unternimmt, und es auch dort berechtigt wäre, weitere Unterstützung zu fordern. Wenn dieser Vorstoss das ganze duale Bildungssystem betroffen und Anreizsysteme geschaffen hätte, zum Beispiel im Steuerbereich, hätte die FDP diesem Vorstoss sicher zustimmen können. Doch wir sprechen hier wie gesagt nur von einem einzigen Wirtschaftszweig. Die Regierung weist in ihrer Antwort auch darauf hin, dass sich der Kostenverteiler, der auf dem Berufsbildungsgesetz basiert, bewährt hat. Wir sind derselben Meinung und lehnen diesen Vorstoss ab.

Le vice-président Carlos Reinhard reprend la direction des délibérations.

Christine Grogg-Meyer, Bützberg (PEV). Als wir den Titel der Motion lasen, der von der Unterstützung der dualen Ausbildung handelte, dachten wir zuerst, das sei eine gute Sache. Doch als wir weiterlasen, änderten wir unsere Meinung. Ich möchte nun zuerst auf die ersten beiden Punkte eingehen. Wir haben uns folgende Gedanken gemacht: Es ist unbestritten, dass eine Lehrlingsausbildung im technischen Bereich nicht kostendeckend geleistet werden kann. Es ist auch unbestritten, dass die duale Bildung unser Bildungssystem auszeichnet, und wir die Ausbildung von Lehrlingen als zukünftige Fachkräfte stärken und verbessern wollen. Wir finden jedoch, dass dies hier der falsche Ansatz ist. Dieser kleine finanzielle Anreiz würde immerhin eine Million Franken kosten. Erstens können wir dieses Geld nicht einfach aus dem Ärmel schütteln. Dieselben Leute, die jetzt vom Kanton Geld fordern, haben im Budget mehr Handlungsspielraum verlangt. Zweitens wäre es ungerecht gegenüber anderen Berufsgruppen und könnte ein Präjudiz schaffen, und drittens besteht schon eine gute Kostenbeteiligung des Kantons, welche für alle Berufsgruppen dieselben Regeln beinhaltet. Die Wirtschaftsförderung für bestimmte Unternehmen muss auf einer anderen Ebene stattfinden. Deshalb lehnen wir die beiden ersten Punkte auch als Postulat ab. Sie würden die technischen Berufe einseitig bevorzugen. Punkt 3 könnten wir als Postulat unterstützen in dem Sinne, dass er sich für mehrere Berufe öffnet. Es ist nicht so, dass es zu wenige Betriebe gibt, die Zeit und Geld in die Lehrlingsausbildung investieren. Im weiteren ist im Rahmen der Überarbeitung der Bildungsverordnung ein Abbau, gerade im Bereich der Administration, vorgesehen. Die Lehrbetriebe sollen entlastet werden und mehr Luft haben. Wir denken, dass weitere finanzielle Entlastungen für die Lehrbetriebe noch möglich sein sollten, wenn die Zusammenarbeit weiter verbessert wird. Es geht um die Synergienutzung zwischen den Betrieben bei der Ausbildung von Lehrlingen. Mit der Organisation von überbetrieblichen Kursen, die der Kanton auch unterstützt, findet dies teilweise bereits statt. Deshalb könnten wir den dritten Punkt als Postulat annehmen. Auch für uns wäre der zurückgezogene vierte Punkt am interessantesten gewesen und ist wirklich weiterzuverfolgen, wenn die entsprechende Motion im Rat beraten wird.

Le vice-président. Wir kommen zu den Einzelsprechenden.

Roland Näf-Piera, Muri (PS). Wie meine Vorrednerin gesagt hat, setzt man den dritten Punkt des Postulats bereits um. In diesem Sinne beantrage ich für alle drei Punkte auch die Abschreibung. In der Ausbildung an den Schulen spielt die Technik natürlich eine grosse Rolle. Ich nehme an, wir sind uns alle darin einig, dass wir die Verwaltung nicht unnötig mit so einem Vorstoss beschäftigen

wollen. Interessanterweise hat sogar die SVP-Sprecherin während rund drei Minuten argumentiert, dass wir keine Subventionen und kein Giesskannenprinzip wollen. Ich dachte schon, die SVP lehne den Vorstoss ab. Doch prompt ist das Gegenteil eingetroffen, was für mich recht überraschend war. Wenn wir dieses Postulat tatsächlich wollen, dann sollten wir es auch gleich abschreiben. Ich möchte noch erwähnen, dass die technischen Fachschulen eine grossartige Arbeit leisten. Wir sind uns darin einig, dass viele technische Unternehmen Schwierigkeiten haben und dass die Ausbildung in diesem Bereich teuer ist. Doch in Form der technischen Fachschulen besteht bereits ein staatliches Angebot. Diese Schulen bilden ausgezeichnete Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter aus, die danach in der technischen Industrie arbeiten können.

Irma Hirschi, Moutier (PSA). Le motionnaire formule une proposition dont les objectifs rejoignent ceux visés par une autre intervention, soutenue notamment par le CJB, à savoir celle qui préconise la création d'un fonds de la formation. Une intervention qui doit encore être débattue par notre parlement. Accepter sous la forme de postulat la motion Schnegg pourrait, à mon sens, s'intégrer dans la mise en œuvre du fonds. C'est la raison pour laquelle, personnellement, j'accepterai ce postulat, en attendant du gouvernement qu'il fasse des propositions dans ce sens en réponse à ma motion.

Le président Marc Jost reprend la direction des délibérations.

Le président. Nun wünscht der Motionär nochmals das Wort.

Pierre-Alain Schnegg, Champoz (UDC). J'aimerais revenir sur deux-trois points qui ont été mentionnés durant ce débat. Tout d'abord, la motion ne traite pas uniquement des branches techniques, mais mentionne «plus particulièrement dans les branches techniques». Il n'y a donc absolument pas d'exceptions particulières à faire, même si, on le sait, les coûts dans les branches techniques sont bien supérieurs aux autres. Le deuxième point de mon intervention ne demande pas de subvention arrosoir, mais bien une discussion menée avec les associations professionnelles pour trouver des solutions constructives qui permettent de garantir à long terme la formation duale. Pour terminer, je mentionnerai encore que, si le canton de Berne participe financièrement dans le cadre de la formation, d'autres cantons, et particulièrement le canton de Zurich, y participent d'une manière nettement supérieure.

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique. Die Motion, die in ein Postulat umgewandelt wurde, verlangt vom Regierungsrat die Prüfung einer stärkeren Beteiligung an den Lehrlingsausbildungskosten. Wir sind mit dem Motionär einig, dass die duale Bildung äusserst wichtig ist. Ich denke, darüber muss ich an dieser Stelle nicht lange reden. Das ist allen klar. Wir sind uns auch darin einig, dass gerade die technischen Betriebe aufgrund des Frankenkurses vor grösseren Schwierigkeiten stehen, und dass man sie in irgendeiner Form unterstützen muss. Wir sind uns hingegen nicht einig, was die direkte Unterstützung der Lehrlingsausbildung durch den Staat betrifft. Zum dualen System gehört, dass die Unternehmen den betrieblichen Teil der Ausbildung übernehmen und auch den Lehrlingslohn bezahlen. Kanton und Bund finanzieren die Berufsschule und das Qualifikationsverfahren und übernehmen einen Anteil der Kosten für die überbetrieblichen Kurse. Die Organisationen der Arbeitswelt organisieren und finanzieren die überbetrieblichen Kurse. Dies ist eine etwas vereinfachte Darstellung, das System ist etwas komplexer. Doch diese Verbundpartnerschaft hat sich in den letzten Jahrzehnten bewährt. Eine direkte Unterstützung der ausbildenden Betriebe durch den Staat, wie sie in den drei verbleibenden Punkten des Vorstosses verlangt wird, ist diesem System fremd. Es wäre auch ein Tropfen auf einen heissen Stein, wie Sie dem Rechnungsbeispiel entnehmen können. Es ist ein rein theoretisches Rechenbeispiel, die Realität wird wohl nicht ganz so aussehen. Wenn man nun für 1000 Polymechaniker 1000 Franken pro Jahr bezahlen würde, und die Ausbildungskosten für das Unternehmen 30 000 Franken betragen, dann wird niemand deswegen einen zusätzlichen Lehrling anstellen. Aber den Kanton würde diese Massnahme eine Million Franken kosten. Es kann nicht die Zukunft der Berufsbildung sein, dass der Staat die betriebliche Lehrlingsausbildung direkt mitfinanziert. Das ergibt keinen Sinn.

Nun wurde der Vorstoss in ein Postulat umgewandelt, und es ginge darum, dass wir allfällige Wege prüfen. Es gibt zwei neue Vorstösse, die eingereicht wurden, und die die Diskussion über einen Berufsbildungsfonds neu lancieren. In der Tat: Wenn man schon eine Finanzierung der

Ausbildungskosten für Lehrlinge einführen möchte, dann müsste man dies im Rahmen der Verbundpartnerschaft mit den Betrieben gemeinsam tun. Hier sähe ich fast nur den Weg eines Berufsbildungsfonds. Doch dies müsste man genauer anschauen. Die Romandie und der Kanton Zürich kennen dieses Instrument bereits. Betriebe, die nicht ausbilden, bezahlen etwas in diesen Fonds, und die anderen, die sich an der Lehrlingsausbildung beteiligen, erhalten einen Beitrag an die Kosten. Das wäre ein möglicher Weg. Wenn Sie diesen Vorstoss als Postulat überweisen würden, würden wir in diese Richtung gehen, doch man müsste auch andere Wege überprüfen. Es kommen jedoch noch weitere Vorstösse dazu. Der Regierungsrat lehnt den vorliegenden Vorstoss grundsätzlich ab. Sollten Sie den Vorstoss jedoch als Postulat überweisen, würden wir gemeinsam mit den Betrieben Wege suchen und prüfen, ob ein Berufsbildungsfonds ein möglicher Weg wäre. Eventuell wäre auch ein Fonds nur für den Berner Jura denkbar. Doch wie gesagt sind dazu noch weitere Vorstösse hängig. Wir werden nicht genau jenen Weg prüfen, der hier vorgeschlagen wird.

Le président. Damit kommen wir zur Abstimmung. Wir werden über die drei Ziffern einzeln abstimmen. Ich denke, es sind in den Fraktionen unterschiedliche Haltungen zu den einzelnen Punkten vorhanden. Dann stimmen wir über den Antrag auf Abschreibung ab, falls das Postulat angenommen wird. Dieses Vorgehen ist anscheinend nicht bestritten. Wir kommen zum ersten Punkt des Postulats Schnegg. Wer es annehmen will, stimmt ja, wer es ablehnt, stimmt nein.

Vote (adoption du ch.1 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 54

Non 76

Abstentions 10

Le président. Sie haben den ersten Punkt abgelehnt. Wir kommen zu Ziffer 2 als Postulat.

Vote (adoption du ch. 2 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 54

Non 79

Abstentions 7

Le président. Auch diese haben Sie abgelehnt. Nun kommen wir zu Ziffer 3 als Postulat.

Vote (adoption du ch. 3 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 89

Non 50

Abstentions 1

Le président. Sie haben Ziffer 3 angenommen. Nun kommen wir zum Antrag auf Abschreibung. Dieser hat sich auf alle drei Ziffern bezogen. Somit stimmen wir über die Abschreibung von Ziffer 3 als Postulat ab.

Vote (classement du ch. 3)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 79

Non 59

Abstentions 2

Le président. Sie haben die Abschreibung angenommen. Dieses Geschäft ist damit bereinigt.